

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 15 - 17 mai 2002

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2002/INF/8
17 avril 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—PROGRAMME DE PAYS—ÉTHIOPIE (2003–2006)

Ce document doit être lu en parallèle avec le document "Rapport résumé de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays—Éthiopie (2003–2006)" (WFP/EB.2/2002/3/3).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).



RECOMMANDATION (SEPTEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (MARS 2002)
Le programme de pays 2003-2006, à la différence du programme actuel, doit correspondre à un SSP approuvé.	Bureau de pays	Le SSP concernant le programme de pays 2003–2006 a été achevé et sera présenté à la réunion du Conseil d'administration de mai.
Le PAM devrait faire preuve de plus de volontarisme dans la recherche de ressources non alimentaires complémentaires pour accroître l'efficacité de son aide alimentaire.	Bureau de pays	En coopération avec le Ministère des finances et du développement économique et le Ministère de l'agriculture, un groupe de travail chargé d'établir une stratégie de recherche de ressources —y compris de ressources complémentaires— s'est déjà réuni. Le bureau de pays donnera aux organismes gouvernementaux des indications sur le profil des donateurs afin de faciliter le centrage des discussions sur l'appui complémentaire. Un voyage sur le terrain a été organisé à l'intention des donateurs, et plusieurs autres sont prévus pour 2002. Les donateurs et les partenaires pouvant fournir davantage de ressources complémentaires participeront aux réunions de planification stratégique et de planification du programme de pays du PAM.
Le PAM et les bureaux régionaux devraient rechercher des partenariats plus séquentiels avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux	Bureau de pays et gouvernement	Un certain nombre de partenaires potentiels pouvant fournir des intrants dans le cadre de programmes séquentiels et complémentaires, parmi lesquels l'OMS et GTZ, ont participé aux délibérations sur le SSP. Des visites conjointes sur le terrain ont été organisées et d'autres sont prévues. D'éventuels partenaires, comme la Banque mondiale, l'UNICEF, plusieurs ONG et des groupes de donateurs ont été invités à participer à la planification du programme de pays. Des discussions ont eu lieu avec des contreparties gouvernementales afin d'obtenir l'engagement du gouvernement et des mesures de coordination de la programmation séquentielle et complémentaire.
Le service chargé de l'ACV devrait à l'avenir travailler en relations plus étroites avec le service du PAM chargé du développement afin d'améliorer le ciblage initial et le suivi des ménages par les chefs de file communautaires. Il est nécessaire de déterminer qui a tiré avantage du programme VCT du PAM, en quoi et pendant combien de temps. Cet aspect devrait être une composante importante de l'activité d'ACV dans la phase 2003–2006 du programme de pays.	Bureau de pays	Les problèmes de ciblage sont désormais abordés à trois niveaux: i) l'ACV est impliquée dans l'identification des <i>woredas</i> exposés à l'insécurité alimentaire; ii) chaque communauté identifie les bénéficiaires sur la base d'une planification détaillée, comportant un classement de la vulnérabilité au sein de la communauté; et iii) le PAM a récemment introduit une fonction en vertu de laquelle chaque communauté participe à l'évaluation des résultats et des bénéficiaires de l'intervention. La coopération de l'ACV avec l'unité responsable du développement a été notablement renforcée au cours des six derniers mois. Au nombre des activités communes figurent la conception et la mise en œuvre d'une importante étude d'impact dont les résultats sont attendus en mai 2002, et la collecte systématique de données sur les plans d travail établis par les communautés de tous les secteurs, lesquels sont actuellement résumés par l'ACV et fourniront des informations complémentaires, permettant notamment d'identifier les groupes bénéficiant de l'aide. La coopération avec l'ACV se poursuivra.



RECOMMANDATION (SEPTEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (MARS 2002)
Le PAM devrait effectuer une enquête sur les changements de comportement des agriculteurs en matière de conservation de l'environnement qui pourraient être imputés aux phases I, II et III de l'activité 2488.	Bureau de pays	Les changements au niveau des connaissances, attitudes et pratiques figurent dans l'étude d'impact de 2002 dont les résultats seront diffusés en mai.
Le PAM et les organismes gouvernementaux devraient convenir de plans-types et de calendriers pour l'établissement des rapports.	Bureau de pays et gouvernement	Les plans-types et les calendriers destinés au programme d'alimentation scolaire ont été révisés et simplifiés et des sessions de formation ont débuté dans toutes les régions. Les plans-types et les calendriers du programme MERET (Gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens d'existence plus durables) ont été révisés et simplifiés à des réunions conjointes, des sessions de formation ont été organisées et un membre du personnel qualifié a fourni un appui supplémentaire et une formation à chaque unité administrative locale.
Le PAM et les organismes gouvernementaux devraient examiner l'état des contributions et établir un plan actualisé pour la durée restante du programme de pays en cours.	Bureau de pays et gouvernement	Le Comité national de coordination du programme MERET a désigné un groupe de travail conjoint gouvernement/PAM chargé d'examiner la mobilisation des ressources. Des discussions sur les niveaux d'appui sont en cours. Un plan révisé d'opérations d'alimentation scolaire a été rédigé et est en cours de discussion. Les modifications apportés au programme urbain ont fait l'objet de discussions et le but est maintenant d'achever le programme en cours au moyen des ressources disponibles.
Le PAM devrait évaluer l'impact après 20 années de l'activité 2488.	Bureau de pays	Une étude d'impact est en cours; les résultats préliminaires sont attendus pour mai 2002.
Le siège du PAM devrait envisager de réaliser une présentation audiovisuelle sur l'activité 2488, en tant qu'exemple de l'utilité des programmes VCT pour la restauration des terres.	Bureau de pays, REP, siège	L'étude d'impact (point 8) devrait apporter une contribution utile. Le bureau de pays fournira un appui logistique.
Le PAM et les organismes gouvernementaux devraient préciser les rapports entre la réalisation des objectifs de l'alimentation scolaire et la sécurité alimentaire	Bureau de pays	Le bureau de pays utilise l'analyse du cadre logique dans la conception du nouveau programme de pays. Cette analyse établit explicitement un lien entre les produits et la sécurité alimentaire.

RECOMMANDATION (SEPTEMBRE 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (MARS 2002)
<p>Le PAM et le gouvernement devraient déterminer quelles écoles participant au programme d'alimentation scolaire appuyé par le PAM n'ont pas reçu d'améliorations avant ou pendant l'activité, ou sont améliorées dans le cadre du programme gouvernemental de développement de l'éducation. Les écoles appuyées par le PAM qui ne sont pas incluses dans ce programme devraient l'être dès que possible, et être dotées de salles de classe, de toilettes, de manuels, de matériel didactique et, surtout, de personnel enseignant qualifié. L'alimentation scolaire ne devrait pas être maintenue dans les écoles qui ne bénéficient pas d'améliorations.</p>	<p>Bureau de pays et gouvernement</p>	<p>Une enquête de référence détaillée sur l'alimentation scolaire indique qu'un nombre considérable d'écoles bénéficient déjà d'investissements dans le cadre du Programme gouvernemental de développement de l'éducation.</p> <p>Des partenaires ont été inclus dans les consultations SSP pour leur faire mieux connaître les possibilités de collaboration à la programmation en vue de renforcer les dispositions en faveur des écoles manquant de moyens. Des discussions ont eu lieu au niveau vice-ministériel avec le Ministère de l'éducation pour identifier les moyens permettant de lier le Programme de développement de l'éducation à l'alimentation scolaire. Les partenaires impliqués dans ce programme sont associés à la planification du programme de pays. Le PAM participe aux réunions sur le Programme, notamment à celles qui sont consacrées à la formulation des activités et aux revues annuelles. Le but est de renforcer la collaboration. Cependant, l'alimentation scolaire ne doit pas se limiter aux secteurs dans lesquels le Programme de développement de l'éducation fournit des intrants, parce que les secteurs choisis ne coïncident pas nécessairement avec les critères de ciblage du PAM.</p>
<p>Dans le cadre de l'activité 4929, le PAM et le gouvernement devraient cibler les écoles des zones dans lesquelles des activités de développement économique, y compris le projet 2488, sont en cours ou planifiés. Ces communautés pourront par la suite prendre en relais l'alimentation des enfants à la maison ou à l'école sur leurs ressources propres.</p>	<p>Bureau de pays et gouvernement</p>	<p>Le SSP établit des liens entre les activités que la planification de l'actuel programme de pays vise à renforcer. Ce travail a commencé sur le terrain. Un manuel technique prévoyant le renforcement progressif des liens entre MERET et l'alimentation scolaire a été établi en janvier 2002. Une base de données permettant l'identification des sites où des liens plus étroits sont déjà possibles est en construction. Ces informations devraient être disponibles en avril 2002.</p>
<p>Le PAM et ses partenaires devraient établir des modalités améliorées de ciblage pour faire en sorte que les bénéficiaires soient choisis parmi les urbains pauvres victimes de l'insécurité alimentaire.</p>	<p>Bureau de pays, gouvernement, ONG</p>	<p>Une étude des moyens de subsistance des habitants des villes sera achevée en mai 2002; elle décrit les populations des villes exposées à l'insécurité alimentaire et identifie les informations utilisées pour le ciblage des quartiers et des ménages.</p>

